

Programme de formation

A DESTINATION DES DIRIGEANTS, RESPONSABLES DES RESSOURCES HUMAINES
ET TOUTE PERSONNE EN CHARGE DES QUESTIONS DE PERSONNEL

Les Saisons du Social

L'occasion de faire le point des principaux textes et jurisprudences marquantes des trois derniers mois en droit du travail et de la sécurité sociale !

Prochaines sessions 2026 :

- 15 et 16 janvier
- 2 et 3 avril
- 2 et 3 juillet
- 8 et 9 octobre

Equi**i**page
avocats

Formation à LYON

animée par

Hortense CHARIGNON,
et

Hélène PRESLE
LEJEUNE

Avocats



Détails pratiques

**4 sessions de formation
d'une demi-journée par an**

- ◇ Présentation par un binôme d'animateurs
- ◇ Analyse des nouveautés et des changements que cela implique dans la gestion du personnel
- ◇ Échanges entre participants

**Le lieu : 50 rue de
Marseille - 69007 LYON**

**Les horaires : de 9h00 à
12h30**

Les Saisons du Social

Au sommaire de la dernière session des 16 et 17 octobre 2025 :

I. ACTUALITÉ LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE

1. Focus sur l'IA et le CSE

2. Les petites actu'

Action de groupe

Précisions sur les modalités de mise en œuvre, à savoir les tribunaux judiciaires compétents et les modalités du registre public

Décret n°2025-653 du 16 juillet 2025, JO du 18 juillet

Décret n°2025-734 du 30 juillet 2025, JO du 1^{er} août

Circulaire du ministère de la Justice du 1^{er} août 2025

Retraite progressive accessible dès 60 ans

Décret n°2025-681 du 15 juillet 2025, JO du 23 juillet

Circulaire 2025-14-SG-DRJ du 25 août 2025

Représentant de proximité : Fixation des modalités de contestation de sa désignation

Décret 2025-619 du 8 juillet 2025, JO du 9 juillet

Renforcement des droits des travailleurs handicapés en Esat

Décret n° 2025-844 du 25 août 2025, JO du 27

Arrêté du 25 août 2025

Evolutions sur l'interdiction de fumer

Décret n°2025-582 du 27 juin 2025, JO du 28 juin

Arrêté du 21 juillet 2025, JO du 22 juillet

DUERP

Aide mémoire juridique de l'INRS, du 4 juillet 2025

Guide méthodologique de l'Anact, Septembre 2025

Prévention des RPS

Instruction conjointe DGT/DAGC relative à la politique pénale du travail en matière de répression des manquements aux obligations de santé et de sécurité, du 10 juillet 2025

Fiche pratique du ministère du travail sur la prévention du stress au travail

Fiche pratique du ministère du travail sur la prévention du suicide au travail, du 9 septembre 2025

Fiche pratique du ministère du travail sur la prévention du stress au travail, du 29 septembre 2025

Poids des organisations syndicales et patronales représentatives au niveau national et interprofessionnel

Arrêté du 8 juillet 2025 fixant la liste des organisations professionnelles d'employeurs reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel

Arrêté du 8 juillet 2025 fixant la liste des organisations syndicales reconnues représentatives au niveau national et interprofessionnel

Les Saisons du Social

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE

1. RELATIONS INDIVIDUELLES

A. EXÉCUTION DU CONTRAT

- ◆ L'arrêt maladie reporte-t-il les congés payés initialement posés ?
- ◆ L'ancienneté peut-elle justifier une différence de rémunération si celle-ci est déjà prise en compte par une prime spécifique ?
- ◆ Le droit de retrait peut-il s'exercer de manière anticipée ?

B. RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL

- ◆ La rupture discriminatoire de la période d'essai ouvre-t-elle droit à l'indemnité pour licenciement nul ?
- ◆ Le comportement de l'employeur, qui ôte tout activité et tout accès à un salarié en arrêt de travail, s'analyse-t-il comme un licenciement verbal ?
- ◆ Mettre en garde le salarié sur ces mauvaises performances est-il suffisant pour justifier un licenciement pour insuffisance professionnelle ?
- ◆ Un salarié peut-il être licencié pour avoir travaillé ponctuellement pour un autre employeur, pendant son arrêt de travail ?
- ◆ En cas de faute grave, les documents de fin de contrat doivent-ils être remis dès la notification du licenciement ?
- ◆ Le salarié licencié pour faute grave, après l'homologation de sa rupture conventionnelle, a-t-il droit à l'indemnité de rupture conventionnelle ?
- ◆ Le salarié a-t-il le droit de se taire lors de l'entretien disciplinaire ?
- ◆ Comment la prescription des faits fautifs est-elle appliquée lorsqu'une enquête interne est en cours ?

2. RELATIONS COLLECTIVES

A. DURÉE DU TRAVAIL

- ◆ Les congés payés doivent-ils être pris en compte dans le seuil de déclenchement des heures supplémentaires ?

Les Saisons du Social

ACTUALITÉ JURISPRUDENTIELLE (suite)

B. ACCORD COLLECTIF

- ◆ Négociation collective : quelle est la liberté des partenaires sociaux en matière de prérogatives du CSE et des syndicats, dans un accord collectif d'entreprise ?

C. REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

- ◆ Comment informer les salariés du déroulement du vote électronique ?
- ◆ Jusqu'à quelle date un salarié retiré de la liste des défenseurs syndicaux conserve-t-il son statut protecteur ?

D. SECURITE SOCIALE

- ◆ Protection des victimes d'AT-MP : la décision de la CPAM ne s'impose pas au juge prud'homal